

Si mineurs

LES ENFANTS
MIGRANTS
AU QUOTIDIEN

4/2

Pour cette 4^e saison, le Ligueur et le CIRÉ mettent en lumière des initiatives citoyennes qui entourent et soutiennent des enfants migrants à différents moments et sur différents aspects de leur parcours.

Enfants
de Kiev,
enfants
de Gembloux :
la rencontre



La guerre en Ukraine a provoqué l'exil de millions de civils, des femmes et des enfants surtout. L'arrivée des Ukrainiens a fait l'objet dans notre pays d'une solidarité sans précédent. L'initiative de deux enseignantes pour faire se rencontrer des écoliers gembloutois et des jeunes exilés, dont des Ukrainiens, y participe. L'essentiel n'est peut-être pas ce moment passé ensemble dans un parc d'attraction. Il a fallu préparer cette journée, en parlant de cette guerre aux portes de l'Europe. Mais il faut expliquer aussi que sur les routes de l'exil, on trouve aussi des enfants afghans, syriens, éthiopiens... Pour leurs parents, les portes de la Belgique ne sont pas grandes ouvertes. La solidarité européenne est à géométrie très variable. On ne peut qu'espérer que cette rencontre entre enfants de Kiev, de Kaboul et de Lonzée ne reste pas sans suite. Les citoyens solidaires de demain, c'est aujourd'hui qu'ils se forment.

« C'est beau, d'être porté par la force du groupe »

Nous n'aurions jamais pensé vous conduire au parc Walibi avec Si Mineurs. Pourtant, en cette fin d'année scolaire 2022, de belles rencontres s'y sont faites. Nous y étions et nous en sommes sortis « baba » comme dit la pub.

Par YVES-MARIE VILAIN-LEPAGE

Quelques jours avant que la cloche ne sonne le glas de la saison scolaire, au début d'un été brûlant, nous avons rendez-vous dans le parc d'attraction le plus populaire du Brabant wallon. Aucun rapport avec la problématique de *Si Mineurs* et cette quatrième saison qui fait la part belle aux initiatives solidaires ? Si, justement, on est en plein dedans.

Quelques mois plus tôt, deux copines disputent une partie de badminton. Irina Todts est institutrice en 6^e primaire à Lonzée (Gembloux) et Elisa Dury enseigne dans des classes de Daspa (dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves

primo-arrivants et assimilés) auprès d'élèves brésiliens, colombiens, guatémaltèques, espagnols, marocains, grecs... et d'une dizaine d'enfants ukrainiens. C'est de ces derniers dont il va être question.

Réagir puis interagir

Les deux enseignantes, choquées par la guerre aux portes de l'Europe et l'arrivée de familles qui fuient les combats, aimeraient agir. Elisa explique. « On voulait créer une rencontre. Très vite, cette idée de correspondance entre nos groupes devient une évidence. Mais on sait qu'on a peu de temps. On trouve une date. On cherche une formule. De son côté, Irina implique sa classe et réfléchit à une façon de financer l'opération ».

La nécessité de faire se rencontrer des élèves réfugiés et des enfants du pays nous renvoie au reportage que l'on avait effectué dans le centre d'accueil Tchäi. Des ados, Dom, Roms, Syriens, vivant en plein cœur de la commune de Molenbeek, nous faisaient part de leur désarroi quant au fait de ne rencontrer aucuns jeunes « locaux ». On comprend donc le souci des enseignantes de favoriser ce type d'interactions.

Irina reprend le fil de l'histoire. « Les jeunes Ukrainiens nous ont invité à un petit-déjeuner. Impossible, on était en plein dans les épreuves du CEB. Mes élèves, de leur côté ont pris le train en marche en moins de temps qu'il en faut pour le dire. Ils se sont montrés étonnants en réalisant eux-mêmes des collations pour une récolte de fonds ».

Surprise, la petite bande se retrouve avec plus d'argent que prévu. Que faire de l'excédent ? Sans hésiter, Irina et Elisa décident d'organiser une vraie rencontre multiculturelle réfugiés/Daspa/Gembloutois. La formule arrêtée, il est temps de voir comment procéder. Et vite. Rappelons-le, l'horloge tourne, on est à la moitié de l'année scolaire, il ne reste que quelques mois pour planifier cette rencontre.

« Mes élèves ont répondu tout de suite présents »

Générosité ou coup de pub ?

Au moment de l'arrivée des familles ukrainiennes, peu de temps après que la guerre éclate, la solidarité s'organise dans le pays. Très vite, certains parcs d'attraction déclarent qu'ils ouvrent leurs portes gracieusement aux réfugiés ukrainiens. Irina en entend parler ; comme elle apprend que la SNCB fait de même sur ses lignes. Ainsi, Pairei Daiza multiplie les communiqués dans la presse : « Les Ukrainiens ayant fui la guerre peuvent profiter gratuitement du parc sur simple présentation de leur passeport et d'une attestation de séjour temporaire ». Mais au moment où l'enseignante rentre en contact avec le parc animalier, autre son de cloche. On lui signale,

à tort d'ailleurs, qu'en tant qu'enseignante, elle reçoit des subsides pour cela. Qu'il est impossible de réserver. Que les quotas sont atteints.

Même son de cloche du côté de la SNCB. Quand Elisa se rend à la gare, elle apprend qu'elle ne peut pas bénéficier de la générosité de la compagnie ferroviaire. Cette dernière explique qu'en réalité, les lignes sont gratuites pour l'arrivée et pour des trajets bien spécifiques. Les opérations « Help Ukraine » et « Ticket Bulk Fedasil » sont effectives pour toutes modalités administratives, ou pour transiter d'une famille à l'autre ou d'un centre à l'autre. Depuis, la compagnie ferroviaire a précisé sur son site les modalités exactes. On mettra cela sur le compte d'une erreur de communication.

S'informer, apprendre, agir

Tant pis pour les pandas, c'est chez le célèbre kangourou de Wavre que les rencontres vont se faire. Mais tout cela ne doit pas se faire au hasard. Chacune de leur côté, Irina et Elisa travaillent d'abord autour de vidéos de présentation. De part et d'autre, les élèves s'appliquent. Ils nous ont confié que ça les faisait même rêver un peu et qu'ils trouvaient que tout ce travail préparatif était essentiel. Côté Lonzée, c'est l'occasion de s'informer. De rendre les apprentissages concrets en classe. De commenter l'actualité en famille. Côté Daspa, on pratique la langue, on traduit, on poursuit les apprentissages.

Et pour les profs ? « Vraiment enthousiasmant », nous disent tant les enseignantes que les éducatrices qui ont encadré les opérations. « C'est beau d'être porté par la force collective du groupe ». Mais ça ne va pas sans son lot de stress chez les Daspa. Ce type d'opération est confronté à différentes réalités administratives.

Les familles ont beaucoup de mal à confier les passeports ou les cartes de séjour, par exemple, ou parfois simplement à livrer des infos personnelles,

essentielles au bon déroulement de la sortie.

Au moment où l'on retrouve tout ce petit monde réuni après des mois de correspondance audio et vidéo, on comprend que les éducatrices et éducateurs ont essuyé un sacré coup de pression. Le groupe Daspa a patienté quarante-cinq minutes à l'entrée du parc. Bloqués, certains garants ont revécu des chapitres difficiles de leur exil.

« Il y a pas mal de stress », reconnaît une encadrante. « Nous-mêmes, on se demande si on a les bons documents, si on peut circuler avec les élèves comme on veut. Ça nous confronte à leur réalité où tout est compliqué, jusqu'à la simple entrée dans un parc d'attraction ».



Il est midi tapante. Le soleil est au firmament. C'est l'heure convenue de la rencontre. Tout ce petit monde se retrouve et se découvre enfin. Entre les manèges qui virevoltent et les cris qui fusent, l'ambiance devient d'un coup survoltée. Les groupes se mélangent. Ils communiquent par gestes, avec leur GSM.

On essaie de saisir quelques bribes de conversation, mais difficile de s'approcher. Anne-Sophie Vankeerberghen, éducatrice, joue volontiers les interprètes. Elle parle roumain aux ados ukrainiens qui comprennent plus ou moins ce qu'elle leur dit. On sent qu'il y a comme un petit problème de discipline. « *La majorité des familles qui ont quitté le pays ont un niveau de vie plutôt élevé, constate-t-elle. Ils nous estiment très en dessous d'eux. On sent souvent qu'ils portent sur nous un regard hautain, parfois méprisant. Ils ont un tout autre rapport à l'autorité vis-à-vis du corps enseignant. Ils nous trouvent très laxistes. Trouvent les autres élèves habillés de façon pas assez stricte...* ».

En dépit des appréhensions, tout se déroule à merveille. On recueille l'avis de plusieurs Lonzinois. Clara, ravie, nous explique qu'ils sont hyper sympas et qu'elle apprécie beaucoup de les rencontrer. Elle est marquée par la solidarité du groupe. « *Ils ont l'air de se soucier les uns des autres. Je n'ai pas osé leur poser de questions sur la guerre. Mais on sent bien que quelque chose les préoccupe, je trouve* ».

La mascotte kangourou passe au loin. Tout le monde accourt vers elle. Puis, le groupe se disperse, il ne reste plus beaucoup de temps pour profiter des attractions. Les profs pensent l'après. Comment maintenir le lien et poursuivre ces bonnes relations ?

Ce serait bien qu'il en soit de même au niveau géopolitique, tiens. ◆



Rien n'est organisé pour les hôtes

Quatre questions à Kim Koffel, hôte



Américain établi à Longueville (Brabant wallon), Kim Koffel, 69 ans, a tout du self-made-man, dont on se demande parfois s'il est ou non une légende. Un coup d'œil aux murs du salon laisse croire qu'il a tout vu et tout vécu et dans tous les décors.

Par JULIE LUONG

« *Quand je suis arrivée ici, je me suis crue dans un film* », s'amuse Ania, la jeune Ukrainienne qui vit toujours chez lui. Un film d'aventures, de romance et d'action. Un film parfois de guerre et de terreur, laisse entendre Kim Koffel, qui au cours de ses multiples voyages autour du monde, a senti quelquefois de très près le danger, en RDC ou ailleurs. Lui en restent quelques cicatrices traumatiques, une empathie pour ceux qui sont au mauvais endroit au moment mauvais, un sens pratique qui force l'admiration (il n'y a que des solutions), mais aussi l'attachement farouche à la liberté qu'incarne l'Ukraine.

Comment vous êtes-vous impliqué dans l'accueil des Ukrainiens ?

Par l'intermédiaire de l'un de mes fils. Il travaille chez AB InBev qui a mis en place un programme d'accueil pour les Ukrainiens.

Longtemps, nous avons été très nombreux dans cette maison. J'ai été marié trois fois, j'ai eu quatre enfants et des beaux-enfants. J'ai l'habitude d'avoir du monde autour de moi... Je suis un Américain parti de chez lui à 16 ans pour travailler. Notamment pour DHL, ce qui m'a amené à voyager un peu partout dans le monde. J'ai vécu huit ans en Afrique. Puis, j'ai été impliqué dans des programmes de gestion des épidémies, en particulier pour Ebola. Aider les gens quand la vie a tourné à l'envers, donner un coup de main à quelqu'un quand il est dans la merde, il n'y a à mon avis rien qui apporte plus de satisfaction. La vérité est que j'aime être dans les problèmes.

Qui sont les personnes que vous avez accueillies ?

Ania, 25 ans est arrivée la première. C'est une jeune graphiste qui est partie de Kiev et qui est d'abord restée un temps en Allemagne avant d'arriver ici. Elle a ensuite fait venir son amie Alina, 19 ans, de Kiev également. Toutes les deux connaissaient déjà le français, ce qui a beaucoup facilité les contacts. Alina s'est fort impliquée pour donner des cours de français aux autres Ukrainiens, elle a assuré la traduction dans les démarches vis-à-vis du CPAS notamment. Ensuite est arrivée Olga, 26 ans, qui vivait déjà en Belgique, dans une famille où elle

avait été fille au pair et qui avait besoin d'un autre lieu d'accueil. Olga est traductrice-interprète. Elle vient de la région du Donets où deux de ses meilleurs amis sont morts. Elle ignore si son appartement existe toujours ou s'il a été détruit.

L'accueil des Ukrainiens en Belgique est-il suffisamment coordonné ?

Les gens agissent avec leur cœur, mais c'est ensuite que les difficultés commencent. Cet été, des familles ont voulu partir en vacances mais ne voulaient pas laisser les Ukrainiens seuls dans la maison. De mon point de vue, c'est insultant. Comme s'ils allaient tout prendre...

“ Ce que je crains le plus, ce sont les difficultés psychologiques qui vont arriver ”

Mais pour moi, la grande difficulté, c'est que rien n'est organisé pour les hôtes. Nous avons peu de contact entre nous, même si nous sommes proches géographiquement. Or cela faciliterait la mise en place d'une communauté d'Ukrainiens, ce qui est à mon avis essentiel à présent que beaucoup d'entre eux commencent à trouver des appartements, à s'inscrire pour les études, à essayer de trouver une formation ou un boulot.

Comment voyez-vous l'avenir de ces jeunes femmes que vous avez accueillies ?

Ce n'est pas toujours évident de s'y retrouver notamment d'un point de vue administratif. Pour Ania ou Olga, qui travaillaient déjà, le monde du travail leur semble compliqué. En Ukraine, dans leur domaine, elles trouvaient très facilement du boulot. Mais ce que je crains le plus, maintenant qu'on est sorti de l'urgence matérielle, ce sont les difficultés psychologiques qui vont arriver à la rentrée. Le premier sentiment, quand une personne arrive d'une situation de guerre, c'est le soulagement. Ensuite vient le sentiment qu'on a eu de la chance. Puis enfin la culpabilité car on a laissé des proches en Ukraine : certains n'ont pas été sauvés. Enfin, on se rend compte qu'on a vécu une expérience anormale, qui a changé votre point de vue sur le monde de manière radicale. Cela apporte parfois une soudaine maturité mais peut aussi engendrer un stress post-traumatique. Pour surmonter cela, la communauté aide vraiment. ◆

Deux exils, deux accueils différents

Elle est Ukrainienne. Elle fuit la guerre. Il est Éthiopien. Il fuit la guerre. Deux personnes en danger qui se réfugient en Belgique mais qui ne seront pas accueillies à la même vitesse, et qui ne recevront pas les mêmes certitudes quant à leur avenir. **Décodage.**
Par **VINCENT DE LANNOY**

Première étape. L'Ukrainienne peut se présenter au centre d'enregistrement installé au Heysel, à Bruxelles, où elle demande une protection temporaire. Accordé d'office dans l'heure, ce titre de séjour permet aux réfugiés d'aller s'enregistrer dans une commune puis de travailler, scolariser des enfants, s'affilier à une mutuelle, toucher des allocations familiales et bénéficier de l'aide sociale si nécessaire.

L'Éthiopien doit se présenter à l'Office des Étrangers où il demande une protection internationale. Le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) examine son dossier et décide de lui accorder, ou non, un titre de séjour. Soit le statut de réfugié qui n'est pas limité dans le temps. Soit une protection subsidiaire réexaminée chaque année. Parfois de longs mois s'écoulent avant que la réponse ne tombe. Entre-temps, il peut bénéficier d'un accueil dans un centre géré notamment par la Croix-Rouge et Fedasil. S'il reçoit une réponse négative, il doit rentrer en Éthiopie.

Elle est Ukrainienne

Elle fuit son pays pour l'Europe comme plus de 6,5 millions de personnes. À la date du 1^{er} août 2022, près de 51 000 Ukrainiens ont demandé une protection temporaire en Belgique. Ils sont 14 209 à demander un hébergement de crise, les autres sont accueillis dans la diaspora ukrainienne ou louent d'eux-mêmes un logement. Selon les projections du Bureau fédéral du Plan,

83 000 réfugiés ukrainiens devraient arriver en Belgique en 2022 et pas moins de 80 % d'entre eux devraient la quitter durant la période 2023-2024. La protection qui leur est octroyée n'autorisant qu'un séjour limité (1 an, renouvelable deux fois 6 mois). « On n'observe pas

encore de retour vers l'Ukraine », atteste Pierre Verbeeren, coordinateur de l'accueil des réfugiés ukrainiens pour le gouvernement bruxellois. « Mais certaines personnes font des allers-retours. Quand un soldat est démobilisé pendant une semaine, il arrive que sa femme retourne en Ukraine pour être auprès de lui, avant de revenir en Belgique ».

Dans l'élan de soutien européen, la Belgique a organisé l'accueil de ces personnes. Selon une clé de répartition théorique, la Région flamande compte accueillir 60 % des réfugiés ukrainiens, la Région wallonne en accueillera elle 30 %, et la Région bruxelloise 10 %. « Les Ukrainiens sont évidemment libres de circuler. Du coup, selon les inscriptions au registre national, on est plutôt à 58 % en Flandre, 25 % en Wallonie et 17 % sur Bruxelles », corrige Pierre Verbeeren.

Les stratégies d'accueil sont différentes selon les Régions. Dans un premier temps, la Région bruxelloise s'est fortement appuyée sur la solidarité des citoyens et des communes. Elle s'active désormais pour créer 3 500 places d'hébergement collectif, plus durables. « Quand des gens fuient leur pays de façon forcée et arrivent dans un pays où le standard de vie est plus élevé, beaucoup décident de rester. Bruxelles a donc fait le choix de l'intégration. Les Ukrainiens décideront s'ils partent ou non », résume Pierre Verbeeren.

De son côté, le gouvernement wallon continue à privilégier l'hébergement par des citoyens. « On aurait tort de se priver des 750 places proposées par les particuliers », estime le cabinet du ministre du Logement, Christophe Collignon (PS). « Mais on débloque aussi 32 millions d'euros pour créer, notamment, 3 000 places dans des structures collectives plus pérennes. » Celles-ci pourront être attribuées aux ressortissants ukrainiens dont la mise à disposition d'un hébergement d'urgence chez l'habitant se termine.



« Ce sont les directives politiques qui conduisent à ces traitements différents. »

Mais pourquoi? « Ce sont les directives politiques données au niveau européen qui conduisent à ces traitements différents. Aujourd'hui, la crise ukrainienne

En attendant, de jour et de nuit, des demandeurs d'asile s'arriment au trottoir devant le Petit-Château. « On a un manque de place, donc on doit faire des choix. Priorités aux familles, aux femmes seules, aux personnes malades », précise le porte-parole. « Pour les autres, c'est en fonction des places qui se libèrent ».

Étant donné qu'ils ne demandent pas l'asile, les Ukrainiens ne viennent pas rajouter une couche de dossiers sur le bureau du CGRA. Ce sont des tensions migratoires qui ont trouvé des solutions différentes.

semble cependant montrer que c'est possible d'octroyer automatiquement des protections temporaires dans certains cas », se risque-t-on chez Fedasil. Serait-ce une question de volonté politique? Le 20 juin, Amnesty International Belgique, le CIRÉ, Médecins du Monde et 17 autres associations ont profité de la Journée mondiale des réfugiés pour saluer la politique protectrice mise en place par l'Union européenne et la Belgique envers les Ukrainiens. Par le même fait, elles ont dénoncé les nombreux obstacles et les violations des droits fondamentaux que peuvent endurer les milliers d'autres personnes exilées qui demandent une protection à la Belgique. « Tant la protection temporaire en cas d'arrivées importantes en Europe que la Convention de Genève, pierre angulaire du droit d'asile, s'appliquent sans aucune condition géographique, culturelle, ethnique ou autre », appuient les organisations. « Le seul cadre contraignant est celui du respect des droits fondamentaux universels et des obligations internationales. » ♦

À la date du 6 juin, la Flandre comptait un total de 25 202 places d'accueil pour les réfugiés ukrainiens. Parmi ces 25 000 places, 13 606 avaient déjà été attribuées. Les 11 596 places restantes, le ministre régional du Logement, Matthias Diependaele (N-VA), veut les garder comme tampon. Et après la guerre? Interrogé par Groen au parlement flamand, le ministre ne compte pas attribuer les places créées dans l'urgence à un autre public précarisé, comme les sans-abri ou d'autres réfugiés. À Bruxelles, le discours est différent. « L'objectif de l'accueil collectif est multiple. Il s'agit de créer une réponse structurelle au manque de solutions d'hébergement pour les populations précarisées », décrypte Magali Pratte, chargée de mission pour le Pôle Asile et migration au Samusocial. « Nous pensons aux personnes sans-abri et demandeuses d'asile, pour lesquelles nous cherchons chaque jour de nouvelles solutions d'accueil ».

Il est Éthiopien

Derrière un ami syrien et devant un Afghan, il fait la file pour enregistrer une demande de protection. Il ne sait pas s'il sera reçu aujourd'hui. « Le réseau est saturé », déplore Benoît Mansy, porte-parole de Fedasil. « Il y a une nette augmentation des demandes d'asile en Belgique et un prolongement de la durée de séjour dans les centres parce que les procédures d'asile prennent plus de temps. On a donc plus d'arrivées et moins de sorties. Si l'objectif était de donner une réponse en 6 mois, aujourd'hui, on est plutôt sur 18 mois en moyenne. » L'arriéré du CGRA est passé de 12 004 dossiers en juin 2021 à 13 112 dossiers en juin 2022.

Entrées et sorties

Comme des milliers d'autres Belges, Kim n'a pas hésité. Il a ouvert sa porte aux Ukrainiens. Irina et Elisa n'ont pas tergiversé non plus. Pour ces deux enseignantes, il était évident qu'il fallait sortir de leurs écoles pour faire se rencontrer leurs élèves issus de cultures, d'histoires différentes. Tout comme faire entrer à l'école l'information sur les souffrances que d'autres jeunes vivent, pas si loin de chez eux. En Ukraine, en Afghanistan mais aussi à Bruxelles devant le Petit Château. L'école doit sortir de sa bulle pour faire entrer la solidarité.